



# CDG 38

CENTRE DE GESTION DE L'ISÈRE  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

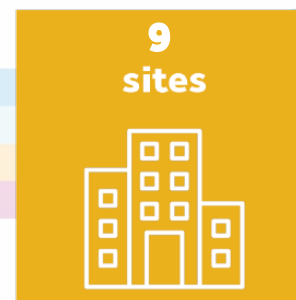
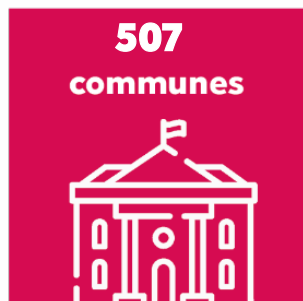


## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



CDG 38

*Présentation en Conseil d'administration  
Lundi 31 mars 2025*



Environ 5 000  
accueils physiques/an



Environ 36 000 appels



366 000  
connexions  
sur [cdg38.fr](http://cdg38.fr)



Environ  
1 450 courriers reçus et  
enregistrés



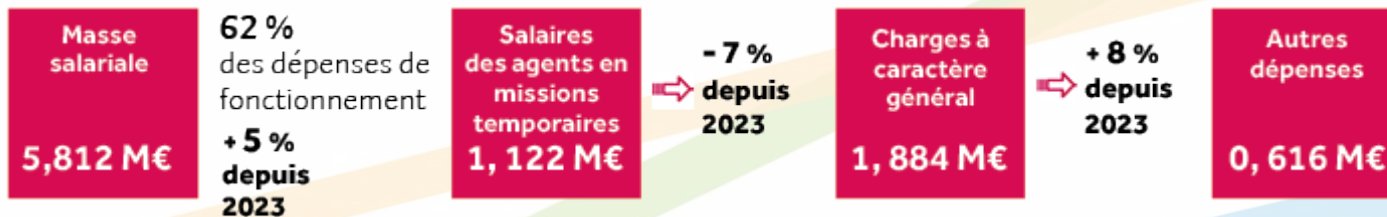
25 véhicules thermiques  
→ 240 000 Kms  
parcourus



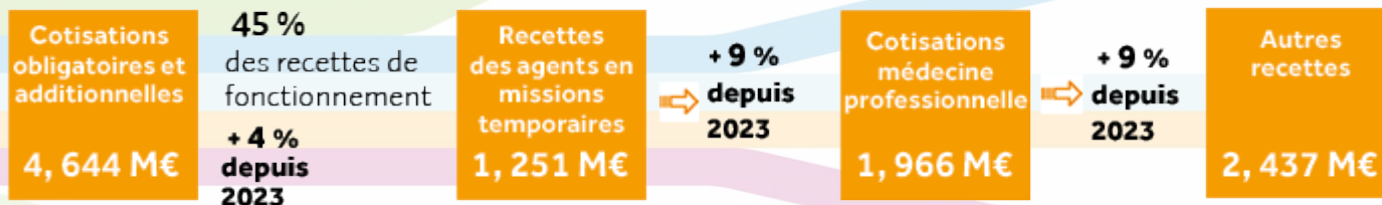
3 véhicules électriques  
→ 17 000 Kms  
parcourus

## Les principaux postes de fonctionnement

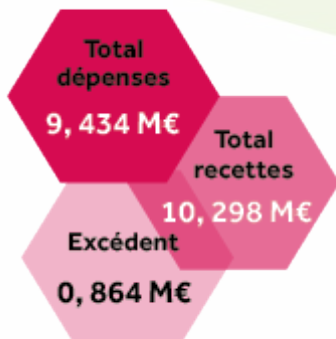
### DÉPENSES : 9,434 M€



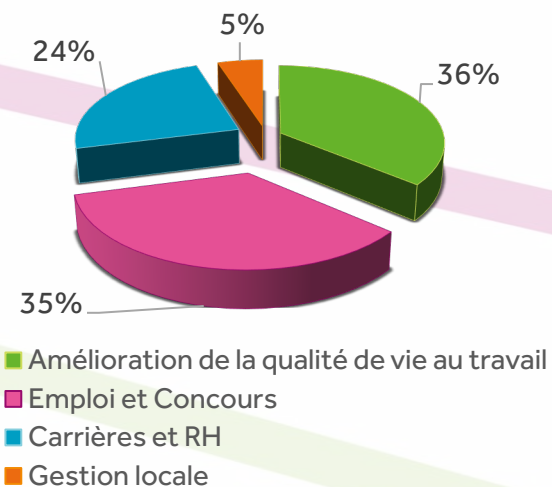
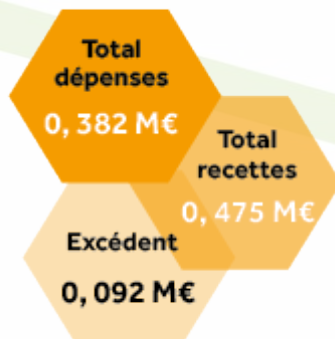
### RECETTES : 10,298 M€



### Fonctionnement



### Investissement



## LES ACTIVITÉS EXTERNES

- 1 > Accueil
- 2 > Agents privés d'emploi
- 3 > Archives itinérantes
- 4 > Bourse départementale et observatoire régional de l'emploi
- 5 > Concours
- 6 > Conseil en recrutement
- 7 > Conseil médical formation plénière
- 8 > Conseil médical formation restreinte
- 9 > CSR › Conseil statutaire et gestion de carrières
- 10 > CSR › Prestations paie
- 11 > CSR › Retraite
- 12 > Contrats groupe
- 13 > Dématérialisation
- 14 > Dialogue social
- 15 > Instances paritaires – CAP/CCP
- 16 > Instances paritaires – CT/CHSCT
- 17 > Instances paritaires – Conseil de discipline
- 18 > Maintien et insertion dans l'emploi
- 19 > Médiation
- 20 > Mission T.C.H.A.T
- 21 > Missions temporaires
- 22 > Mobilité
- 23 > Observatoire régional de l'emploi
- 24 > Prévention des risques professionnels
- 25 > Prévention des risques psycho-sociaux
- 26 > Professionnalisation
- 27 > Promotion de l'emploi territorial
- 28 > Référent déontologue / Laïcité agents et élus
- 29 > Réseau SGM
- 30 > Santé au travail
- 31 > Signalement

## LES ACTIVITÉS INTERNES

- 32 > Bureau et CA
- 33 > Cellule juridique
- 34 > Communication
- 35 > Informatique
- 36 > Ressources humaines
- 37 > Ressources internes



# LES ACTIVITÉS EXTERNES

## *mission*

- ❖ Assurer l'accueil général du CDG38.
- ❖ Prendre en charge, orienter et répondre aux demandes reçues des employeurs et des agents par courrier, mails, appels, visites sur place...

## *en 2024*

- 366 000 connexions sur [www.cdg38.fr](http://www.cdg38.fr)
- 36 000 appels téléphoniques (environ 3000 par mois, via le standard et les lignes directes)
- 1 450 courriers enregistrés (pas d'enregistrement pour ce qui relève de la médecine ou de la discipline)
- Environ 4 600 accueils physiques

Équipe



2



La tranche horaire 9h/11h concentre l'essentiel des appels téléphoniques.

## mission

- ❖ Assurer la prise en charge de fonctionnaires de catégorie A, B et C momentanément privés d'emploi.
- ❖ Réaliser une veille permanente des agents en situation de risque, en partenariat avec les autres services du CDG38.

## en 2024

- 6 agents pris en charge (5 en 2023):
  - ⇒ 1 ingénieur
  - ⇒ 1 attaché
  - ⇒ 1 technicien principal
  - ⇒ 1 assistant d'enseignement artistique
  - ⇒ 1 adjoint administratif
  - ⇒ 1 adjoint technique

## Équipe



2



Les profils des agents sont diversifiés, l'accompagnement s'adapte aux besoins et ressources des personnes.

## *mission*

- ❖ Réaliser pour les collectivités qui le demandent des prestations d'archivage : traitement des fonds, formation des agents, conseil, récolement...

## *en 2024*

- **15** diagnostics conduits (8 en 2023)
- **508,5** journées d'intervention auprès de **45** collectivités (485 et 44 en 2023)
- **359 ml** d'archives classées (392 en 2023)
- **463 ml** d'archives proposées à l'élimination (562 en 2023)

### Équipe



4



Organisation d'une session de formation à l'archivage à l'intention de stagiaires ayant participé à la formation « Secrétaires généraux de mairie » et agents en mission temporaire.

## *mission*

- ❖ Assurer une large diffusion des offres d'emploi afin de mettre en relation les employeurs territoriaux et les candidats.

## *en 2024*

### **BOURSE DE L'EMPLOI (via [www.emploi-territorial.fr](http://www.emploi-territorial.fr))**

- **8 984** opérations enregistrées dont **7 870** déclarations de Vacances d'Emploi validées (8 984 et 7 893 en 2023)
- **5 351** offres d'emploi diffusées (5 315 en 2023)
- **2 856** notifications de décision de recrutement (2 542 en 2023)
- **756** réponses téléphoniques aux demandes de conseil d'employeurs (701 en 2023)

**Équipe**



**3**



Des évolutions régulières du site emploi territorial qui facilitent la saisie, une stabilité des opérations de recrutement, déclarations de vacances de poste et offres.

## mission

- ❖ Organiser les concours d'accès à la fonction publique territoriale et les examens professionnels de déroulement de carrière.

## en 2024

- **13** opérations (10 en 2023) dont **4** concours (6 en 2023) pour **9** voies ouvertes (13 en 2023) et **9** examens professionnels (4 en 2023)
- **2 937** candidats (3 001 en 2023) et **464** lauréats (595 en 2023)
- **429** courriers adressés aux candidats (552 en 2023)
- **31** journées d'épreuves (23 en 2023)
- **338** sollicitations des intervenants : membres du jury, examinateurs, correcteurs, concepteurs et surveillants (281 en 2023) et **75** nouveaux intervenants (27 en 2023)
- **2 694** personnes renseignées par téléphone (3 256 en 2023) et **5 246** mails traités (1 931 en 2023) + **16** accueils physiques (6 en 2023)
- **9** listes d'aptitude suivies comprenant **281** lauréats (286 en 2023)
- **27** demandes de réinscription (34 en 2023) et **67** extraits de liste d'aptitude transmis aux collectivités pour nomination des lauréats (38 en 2023)

## Équipe



5



En 2024, le service concours a testé la dématérialisation pour la gestion de la présence des candidats sur les épreuves, les corrections de copies et la gestion des épreuves orales.

## *mission*

- ❖ Assurer des missions d'appui au recrutement permanent
- ❖ Ces missions concernent surtout des collectivités de moins de 50 agents.

## *en 2024*

- 4 missions d'appui au recrutement sur des postes de DGS et SGM (1 en 2024)

### Équipe



2



Le recours à cette prestation fluctue chaque année. Un service à promouvoir auprès des employeurs au service de la sécurisation des recrutements.

# CONSEIL MÉDICAL FORMATION PLÉNIÈRE

## mission

- ❖ Assurer le secrétariat du conseil médical en formation plénière. Composé de représentants du personnel, de l'administration et de médecins agréés.
- ❖ La formation plénière rend des avis sur l'indisponibilité physique liée à l'activité professionnelle (maladie professionnelle, accidents de service...).

## en 2024

- **31** réunions de la commission (26 en 2023)
- **800** dossiers instruits (680 en 2023)
- **621** agents concernés dont la moyenne d'âge est 54 ans (548 agents concernés en 2023, moyenne d'âge 54 ans)
- Délai moyen d'instruction d'un dossier et passage en séance : **3,4 mois** hors retraite pour invalidité (idem en 2023)

### Les cas de saisine :

- Imputabilité d'accidents de service/trajet et maladies professionnelles **35 %**
- Consolidation d'accidents de service/trajet et maladies professionnelles **32 %**
- Retraites pour invalidité **19 %**

### Équipe



3



En dépit d'une augmentation de 17% du nombre de dossiers instruits, leur délai d'instruction ne s'est pas dégradé.

## mission

- ❖ Assurer le secrétariat du conseil médical. Composé de médecins et présidé par l'un d'entre eux, par délégation du préfet, cette instance rend des avis sur les cas d'indisponibilité physique non liés à l'activité professionnelle.

## en 2024

- **11** réunions de la commission (11 en 2023)
- **1 350** dossiers instruits (1 385 en 2023)
- **867** agents concernés dont l'âge moyen est de 54 ans (875 agents en 2023, moyenne d'âge 53, 5 ans)
- **1, 8** mois : délai moyen de passage en séance (idem en 2023)

### Les demandes de congés de grave/longue maladie ou longue durée représentent :

- **347** demandes au total (358 en 2023)
- **195** ont reçu un avis favorable (251 en 2023)
- **152** ont reçu un avis défavorable (107 en 2023)

### Équipe



Le congé longue maladie dit fractionné peut être accordé exceptionnellement (par journée voire demi-journée) pour permettre le traitement médical périodique de certaines pathologies graves nécessitant des soins répétés, tout en permettant de poursuivre une activité professionnelle.

## mission

- ❖ Conseiller les employeurs pour toutes les étapes de la carrière d'un agent : recrutement, avancement, promotion, rémunération, absences, disponibilité, ...  
Les conseils sont dispensés par téléphone, par mail.
- ❖ Mettre à jour les dossiers carrières des agents titulaires et stagiaires dans la base et alimenter le dossier dématérialisé des agents

## en 2024

- **14 727** agents rattachés (14 867 en 2023)
- Mise à disposition pour les collectivités sur le portail dédié :
  - ⇒ De propositions avec arrêts
    - ◆ Avancements d'échelon : **8 082** (7 428 en 2023)
    - ◆ Avancement de grade : **6 542** (6 881 en 2023)
    - ◆ Revalorisation 5 points : **14 727**
  - ⇒ De propositions sans arrêt
    - ◆ Promotion interne : **11 044** (6 265 en 2023)
- **514** prestations d'assurance chômage via la convention avec le CDG17 : études de droits, réactualisation des droits, calcul des droits en cas de cumul (674 en 2023)

Équipe



10



Courant 2024, déploiement progressif d'un traitement de lecture automatique des arrêts de carrière

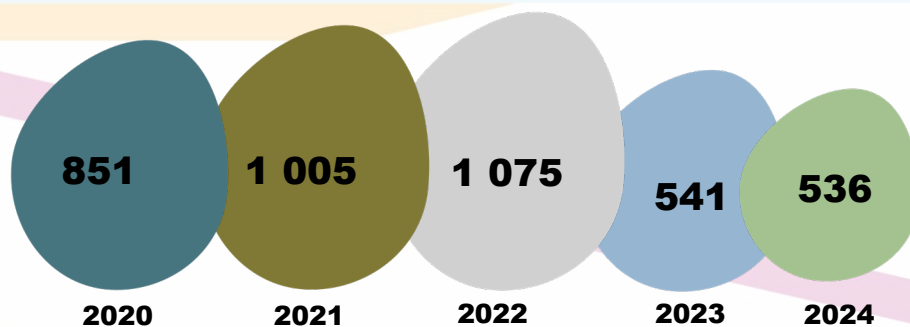
## mission

- ❖ Assurer la gestion de la paie pour les collectivités qui le souhaitent. Proposée depuis 2011, cette prestation permet de fiabiliser les opérations en diminuant les contraintes liées à la confection des paies, le suivi de la réglementation et la possession d'un logiciel.
- ❖ Renseigner les collectivités sur les questions liées à la rémunération

## en 2024

- **536** paies par mois en moyenne, au profit de **29** employeurs (541 et 28 en 2023)
- Changement de norme comptable et passage à la M57 pour 13 collectivités gérées au 1<sup>er</sup> janvier 2024
- **5** audits « paies » réalisés

Nombre de paies par mois →



Équipe



7



3 nouvelles conventions de gestion de paies externalisées ont été conclues en 2024 (avec des collectivités de moins de 50 agents).

## mission

- ❖ Conseiller les employeurs et les agents pour toutes les questions relatives à la retraite (incluant contrôle et réalisation de dossiers).
- ❖ Les conseils sont dispensés par téléphone, par mail, par rencontre individuelle (en collectivité ou au CDG 38) ou collective.

## en 2024

### ↳ Gestion des dossiers individuels

- **92** dossiers de liquidations de pension dont **61** réalisés entièrement par le service (160 et 82 en 2023)
- **12** dossiers de retraites progressives
- **39** comptes individuels traités (102 en 2023)
- **13** prestations Accompagnement Personnalisé Retraite (APR) (16 en 2023)
- **15** estimations de pensions (11 en 2023)
- **10** demandes d'avis préalables (17 en 2023)
- **2** dossiers divers (rétablissements au régime général, validations de service, régularisations de cotisations) – (5 en 2023)

↳ Animation de **3** réunions sur la réforme des retraites 2023 accueillant **86** participants

↳ Signature de **58** conventions d'adhésion au service de gestion (193 conventions au total)

### Équipe



4



En 2024, déploiement d'un nouvel outil de liquidation et d'estimation de la CNRACL appelé GULI (Gestion Unifiée de La Liquidation).

## mission

- ❖ Négocier et proposer des contrats dits « de groupe » à l'intention des employeurs, afin de favoriser l'action sociale et la couverture « mutuelle » des agents.

## en 2024

- **Santé** (Convention de participation mutuelle MNT) :  
**311** employeurs adhérents (310 en 2023) et **3 906** agents couverts (3 360 en 2023)
- **Prévoyance** (Convention de participation mutuelle WTW/IPSEC) :  
**385** employeurs adhérents et **9 060** agents couverts
- **Assurance statutaire** (Contrat cadre RELYENS/CNP) :  
**305** employeurs assurés (294 en 2023) et **11 251** agents couverts (10 700 en 2023)
- **Contrat de fourniture des Titres-restaurant** :  
**178** collectivités adhérentes (169 en 2023)

Équipe



3



Procédure de renouvellement du contrat groupe Prévoyance pour prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## *mission*

- ❖ Conseiller et assurer l'assistance avant et après dans la mise en œuvre des processus de dématérialisation en matière de télétransmission au contrôle de légalité et à la DGFiP en intégrant la signature électronique
- ❖ Assurer la coordination avec les prestataires extérieurs (Libriciel Scop, l'association Adullact, les éditeurs de logiciels de gestion financière et les services de l'État).

## *en 2024*

- Arrêt de la prestation programmé au 1<sup>er</sup> janvier 2024 mais prolongation de la période transitoire d'un semestre.

### Équipe



1



La prestation de dématérialisation dont l'arrêt était programmé au 31 décembre 2023 a été prolongée jusqu'à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2024. Cette période transitoire a permis aux collectivités de trouver d'autres solutions et de contractualiser avec d'autres prestataires sans avoir à subir de ruptures de service.

## mission

- ❖ Contribuer et animer le dialogue social, dans le cadre notamment du secrétariat des instances consultatives départementales (CAP, conseils de discipline, CST et Formation spécialisée).
- ❖ Lieu de rencontre régulier des représentants des employeurs (au nombre de 24 titulaires et 24 suppléants) et des représentants des agents.

## en 2024

- **41** séances d'instances paritaires (42 en 2023) (CAP, CCP, CST, Formation spécialisée et conseils de discipline)
- **5** rencontres avec les organisations syndicales départementales
- **20 477** heures de décharges d'activité syndicales rémunérées (15 181 en 2023)
- **15 000 €** de subventions de fonctionnement aux organisations syndicales (idem en 2023)

## Équipe



4



Promotion interne : assouplissement des quotas et mise en oeuvre d'une promotion interne dérogatoire pour les secrétaires de mairie (loi du 30 décembre 2023).

# INSTANCES PARITAIRES

## > CAP et CCP

### mission

- ❖ Assurer le secrétariat et l'animation des Commissions Administratives Paritaires (CAP) des catégories A, B et C et de la CCP (3 catégories) obligatoirement consultées par l'autorité territoriale avant toute décision défavorable à portée individuelle.

### en 2024

#### => CAP

- **14 727** agents concernés (idem en 2023)
- **0** séance de CAP A et **0** dossier examiné (1 en 2023)
- **1** séance de CAP B et **1** dossier examiné (1 en 2023)
- **6** séances de CAP C et **7** dossiers examinés (6 et 15 en 2023)

#### => CCP

- **5 185** agents concernés (idem en 2023)
- **4** séances de CCP et **6** dossiers examinés (7 et 18 en 2023)

Équipe



2



Les représentants du personnel aux CCP, tirés au sort, ne siègent pas.

### mission

- ❖ Assurer le secrétariat et l'animation du Comité Social Territorial Départemental /Formation spécialisée, consulté pour avis sur les questions collectives liées à l'organisation et au fonctionnement des collectivités.
- ❖ Apporter des conseils sur les dossiers soumis au CST/FS
- ❖ Répondre aux questions des collectivités de plus de 50 agents sur le fonctionnement des CST et de la Formation spécialisée

### en 2024

- 5 214 agents concernés (idem en 2023)
- 572 employeurs de - de 50 agents rattachés (574 en 2023)
- 8 séances (idem en 2023) et 5 séances de la Formation spécialisée (4 en 2023)
- 1 153 dossiers examinés (1018 en 2023) dont :
  - 147 dossiers de saisine « Régime indemnitaire » présentés
  - 153 dossiers de saisine « Protection sociale complémentaire »
  - 9 dossiers de saisine « Document unique d'évaluation des risques professionnels »

### Équipe



3



Formation des représentants du personnel de la formation spécialisée aux risques psychosociaux.

# INSTANCES PARITAIRES

## > CONSEIL DE DISCIPLINE

### *mission*

- ❖ Assurer le secrétariat du conseil de discipline, composé de représentants des employeurs et du personnel, et présidé par un magistrat du tribunal administratif.
- ❖ En amont des séances, assister l'employeur (respect de la procédure, rédaction des actes, détermination du degré de la sanction) dans son intérêt et dans le respect des droits des agents.

### *en 2024*

- **17** séances organisées (19 en 2022)
- 16 dossiers présentés dont 3 annulations en raison de la fin du CDD (21 en 2023)

#### **Le conseil de discipline a proposé :**

- **2** exclusions de fonctions relevant du groupe 2 (durée comprise entre 4 et 15 jours)
- **5** exclusions de fonctions relevant du groupe 3 (durée comprise entre 16 jours et 2 ans)
- **1** révocation
- **1** retraite d'office
- **2** absences de sanction
- **1** avis défavorable au licenciement pour insuffisance professionnelle
- **1** licenciement (contractuel)

#### **Équipe**



**2**



**2 reports de séances pour absence de quorum et 2 reports à la demande de l'une des parties.**

# MAINTIEN ET INSERTION DANS L'EMPLOI

## mission

- ❖ Mener des actions d'information et de formation auprès des collectivités, et accompagner les employeurs dans leur démarche de maintien dans l'emploi.
- ❖ Cette mission prend place dans le cadre de la convention signée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).

## en 2024

- **68** demandeurs d'emploi en situation de handicap formés (30 en 2023) : 4 en secrétariat de mairie et 64 en formation courte sur des domaines ciblés
- **52** accompagnés pour leur intégration lors d'entretien (50 en 2023)
- **44** situations suivies par l'équipe pluridisciplinaire d'appui à l'emploi et au reclassement (41 en 2023), dont **19** nouvelles (17 en 2023)
- **3** mises en place d'accompagnements spécialisés dans le champ du handicap, avec intervention de prestataires externes (5 en 2023)
- **3** études ergonomiques (6 en 2023)
- **30** études de postes pour des agents ayant des restrictions (28 en 2023)

### Équipe



3



1<sup>er</sup> job dating CDG38, en partenariat avec le service public de l'emploi : 36 participants, un suivi renforcé. Et des 1<sup>ers</sup> résultats très encourageants : 1 personne en contrat d'apprentissage dans la FPT, 3 personnes en CDD de + de 6 mois dans la FPT, 2 personnes en mission temporaire

## mission

- ❖ Favoriser le règlement non juridictionnel des différends entre employeurs et agents, en lien notamment avec les instances paritaires ou dans le cadre du dispositif de Médiation Préalable Obligatoire

## en 2024

- **48** Conventions de médiation signées (39 en 2023)
- **Aucune** demande de médiation préalable obligatoire reçue (idem en 2023)
- **4** protocoles d'accord/conventions signés ( 3 en 2023)



Équipe



2



Le CDG38 dispose, depuis 2024, d'un second médiateur formé.

## mission

- ❖ Accompagner les petites collectivités par des missions de conseil RH et conseil en organisation
- ❖ Répondre aux questions transversales des collectivités
- ❖ Animer le réseau des DRH et le réseau des Secrétaires Généraux de Mairie
- ❖ Participer à la mise à jour documentaire du site internet

## en 2024

- **Missions conseil RH :**  
7 conventions signées – 5 missions achevées  
18 demi-journées en collectivités  
Thématiques d'accompagnement : RIFSEEP, organisation d'équipe, audit de fonctionnement et préconisations RH
- **Animation des réseaux :**  
DRH = 1 réunion en présentiel 9 avril 2024 + 10 réunions en visio (2 groupes de 12 DRH)  
SGM = 1<sup>ère</sup> rencontre annuelle le 3 décembre 2024
- **Questions transversales (hors missions) :**  
64 contacts (téléphonique ou visio) pour 18 collectivités

Équipe



1



La mission T.C.H.A.T. (Transversalité, Conseil en Ressources Humaines et Accompagnement des Territoires) a été créée en septembre 2023.

## mission

- ❖ Assurer la continuité des services en remplaçant un agent absent momentanément, pour faire face à une charge de travail inhabituelle ou dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire
- ❖ Mettre « le pied à l'étrier » à des demandeurs d'emploi, lauréats de concours, fonctionnaires à la retraite et étudiants en leur donnant accès une activité dans le secteur territorial.
- ❖ Cette mission est remplie sur la base de conventions souscrites par des employeurs qui souhaitent confier leur recherche au CDG 38, ainsi que le portage du contrat de travail.

### Équipe



2



4 territoires concentrent 60 % des demandes : Grenoble-Alpes Métropole, le Pays Voironnais, le Grésivaudan et la CAPI, suivis par les Balcons du Dauphiné et Bièvre-Isère.

## en 2024

- **93** employeurs ont sollicité des informations (103 en 2023) ce qui a débouché sur **129** demandes formulées (144 en 2023) dont **37** ont été pourvues (37 en 2023). 35 demandes n'ont pas abouti malgré la présentation de candidats et 28 sont restées sans suite (annulation, pas de poursuite du processus)
- **194** missions réalisées (233 en 2023) par **106** personnes (118 en 2023) dont **24** personnes en situation de handicap (14 en 2023)

### Le vivier :

- S'appuie sur les candidatures déposées sur [emploi-territorial.fr](https://emploi-territorial.fr) :
- **1 395** en Isère et **3 236** nouveaux demandeurs sur la région (1 765 en 2023)

### Le « top » des métiers demandés ne varie pas :

- Secrétaire de mairie / Agent d'accueil état civil / Assistant RH paie / Assistant administratif polyvalent
- ☞ 84 % des demandes portent sur le domaine administratif (idem 2023)
  - ☞ Le vivier pour ces métiers est plus étoffé et permet de mieux répondre aux demandes

## mission

- ❖ Aider les agents titulaires de la fonction publique territoriale à construire leurs parcours professionnels.

## en 2024

- **44** collectivités informées sur le droit à la formation de leurs agents (29 en 2023)
- **32** agents territoriaux ont participé à une réunion d'information en 2022 (26 en 2023)
- **184** appels reçus lors des permanences téléphoniques mobilité (173 en 2023)
- **124** « rendez-vous mobilité » pour aider les agents dans leur recherche d'un nouvel emploi : CV, lettre de candidature, simulation d'entretien (132 en 2023)
- **24** agents accompagnés dans leur mobilité contrainte

Équipe



2



Une collectivité a bénéficié d'une participation financière du CDG38 pour la formation de son agent dans le cadre du CFP.

## *mission*

- ❖ Piloter la coopération régionale pour le compte des CDG de la Région AURA
- ❖ Observer les tendances de l'emploi à l'échelle départementale et régionale, pour anticiper les besoins, notamment en matière de concours et d'examen.

## *en 2024*

- Accompagnement des employeurs sur la collecte du Rapport Social Unique 2023 :
  - ➔ 84% de taux de retour effectifs (80% pour le RSU 2022),
  - ➔ 65% de taux de retour collectivités (61% pour le RSU 2022)
- Déploiement de l'outil Qlik auprès des CDG de la région AuRA et pour le traitement des données (notamment RSU, Conférence Régionale de l'Emploi)

Équipe



3



À la suite de la loi de revalorisation du métier de secrétaire général de mairie de fin 2023, réalisation d'une étude sur le métier pour les 12 départements de la région.

## mission

- ❖ Accompagner les employeurs dans la mise en œuvre de leurs démarches de prévention : formation, inspection, conseil, création et diffusion de documents, interventions à la formation spécialisée départementale
- ❖ Participer aux équipes pluridisciplinaires de santé au travail du CDG38, coordonnées par les médecins du travail

## en 2024

- 174 journées pour missions accompagnement et conseil (121 en 2023)
- 114 demandes de renseignements (141 en 2023)
- 319 ½ journées d'inspection (350 en 2023)
- 149 assistants de prévention formés (155 en 2023)
- 119 agents formés aux 2 webinaires animés pour le CNFPT (risques des métiers de la petite enfance et des aides à domicile)
- 166 jours d'Action en Milieu de Travail en soutien aux équipes pluridisciplinaires de santé au travail (186 en 2023)
- 4 réunions de réseau des préventeurs de l'Isère

Formation spécialisée du comité social territorial départemental

- Participation aux 4 séances de la formation spécialisée
- Organisation de 3 visites de site
- Réalisation d' 1 analyse d'accident du travail

## Équipe



5



Une journée thématique mémorable pour le réseau des conseillers de prévention lors du salon des professionnels de la prévention à Eurexpo : le CDG38 a organisé un transport en bus pour l'événement, propice aux partages d'expériences.

## mission

- ❖ Accompagner les collectivités dans l'amélioration de la qualité de vie au travail et le développement de leur action sociale.
- ❖ Actions de prévention des risques psycho-sociaux auprès d'agents et de collectifs de travail.
- ❖ Interventions d'assistantes sociales du travail mutualisées en immersion dans les collectivités au plus près des agents et des services des collectivités.

## en 2024

### Psychologues du travail

- **452** situations individuelles **1 856** heures d'entretien individuels (361 et 1 381 h en 2023)
- **22** situations collectives et **187** heures d'intervention (26 situations et 273 h en 2023)

### Assistantes sociales du travail

- **12** collectivités - **324** permanences (12 et 289 en 2023)
- **352** agents pris en charge **1 215** entretiens menés (445 agents et 1003 en 2023)

Les principaux motifs d'accompagnement par les AS sont : l'accès aux droits, l'information sur l'accès aux droits professionnels, la retraite et motifs financiers.

## Équipe



7



Développement de sensibilisations « Prévention de l'épuisement professionnel et rôle du manager » par les psychologues du travail.

## mission

- ❖ Apporter à des publics aux profils variés (demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap, jeunes ...) des connaissances professionnelles leur permettant d'obtenir un emploi territorial.

## en 2024

- **11** stagiaires formés au métier de secrétaire de mairie, dont **4** en situation de handicap (12 en 2024)
- **5** formations courtes dispensées pour **44** personnes (52 parcours, certaines ayant suivi plusieurs formations) : état civil, sensibilisation à la fonction publique territoriale, comptabilité publique, archivage, environnement territorial
- **8** entrées en contrat d'apprentissage pour des personnes en situation de handicap (5 en 2023) et **36** apprentis accompagnés au cours de leur contrat (26 en 2023)

## Équipe



2



La formation « Secrétaire général(e) de mairie » s'est déroulée à la Côte-Saint-André pour irriguer de nouveaux territoires. À fin 2024, une stagiaire et en poste de secrétaire générale de mairie et six stagiaires étaient sur des postes pérennes. 8 apprentis ont obtenu leur diplôme et 3 sont en poste dans la FPT, dont 2 mis en stage au sein de la collectivité dans laquelle ils ont fait leur apprentissage.

# PROMOTION DE L'EMPLOI TERRITORIAL

## mission

- ❖ Promouvoir l'emploi territorial et ses métiers auprès du grand public et des candidats potentiels à un recrutement dans une collectivité territoriale.
- ❖ Informer et orienter les candidats à l'emploi à travers un suivi individualisé.

## en 2024

### Promotion collective

- En complément du jobdating CDG38, participation aux Forums Talent H+ de Grenoble et de Bourgoin Jallieu : **108** demandeurs en situation de handicap reçus sur le stand
- Pilotage de l'espace de démonstration des métiers de la fonction publique territoriale au Forum des métiers de GAM : **210** personnes orientées vers les professionnels et les recruteurs territoriaux présents (230 en 2023)
- 2 actions en direction des 16/25 ans : forum Maison de l'Emploi du Pays Voironnais, 13 jeunes rencontrés & intervention au lycée Argouges auprès de 110 lycéens (en coanimation avec le pôle concours)
- Interventions auprès de France Travail de SMH et Pontcharra : **40** conseillers informés sur les métiers de la FPT et les conditions d'accès
- **19** réunions collectives (16 en 2023) sur l'accès à l'emploi territorial organisées à SMH et à Bourgoin : 60 personnes (56 en 2023)

### Équipe



3



Participation à 4 événements « Stade vers l'emploi » organisés par France Travail, à Vilette d'Anthon, Saint-Martin-d'Hères, Pontcharra et Salaise-sur-Sanne. Une autre manière de recruter, en participant de manière anonyme à une matinée sportive (rugby, tennis de table, athlétisme, Taekwondo) avant un jobdating → 93 demandeurs d'emploi rencontrés.

# RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE AGENTS ET ÉLUS

## mission

- ❖ Le référent déontologue laïcité se charge d'apporter tout conseil utile aux agents et aux employeurs pour l'application des principes déontologiques applicables aux agents publics. (cette compétence est mutualisée auprès du CDG69 pour 6 CDG de la région)
- ❖ Le référent déontologue « élu » permet aux élus de solliciter des conseils pour leur situation individuelle (prestation mutualisée auprès du CDG69)

## en 2024

- RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE/LAÏCITÉ POUR LES AGENTS  
95 saisines (88 en 2023)
- RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE POUR LES ÉLUS  
23 saisines (24 en 2023)



## Équipe



1



La proposition faite en mai 2023 de conventionner pour le conseil déontologique aux élus a rencontré rapidement un vif succès : 262 conventions ont été réceptionnées (dont la majorité des EPCI).

# RÉSEAU SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE MAIRIE (SGM)

## mission

- ❖ Ce réseau permet de lutter contre l'isolement de ces professionnels, favorise les échanges et leur montée en compétence, en lien avec le CNFPT
- L'Isère compte 358 communes de moins de 2000 habitants et 77 entre 2000 et 3500 habitants, soit potentiellement 432 SGM.
- La Loi du 30/12/23 de revalorisation du métier de SGM confie au CDG l'animation du réseau départemental de SGM.

## en 2024

- Mise en place du réseau, en partenariat avec l'ADSM38 (9 réunions)
- 1<sup>ère</sup> rencontre départementale des SGM le 3 décembre 2024
- Organisation de temps d'information dédiés en lien avec l'Association des Maires de l'Isère (dont 2 webinaires sur les impacts de la Loi du 30/12/2023 réservés aux élus) et le CNFPT
- Valorisation du métier : deux sessions de promotions internes concernant 67 SGM promus (59 sur le grade de rédacteur et 8 sur le grade d'attaché)
- 12<sup>ème</sup> session de formation au métier de SGM à destination des demandeurs d'emploi, en partenariat avec le CNFPT et France Travail
- Création d'un emploi de chargée de mission ([reseau.sgm@cdg38.fr](mailto:reseau.sgm@cdg38.fr)) pour animer le réseau et accompagner les nouvelles SGM dans leur prise de poste

## Équipe



3



2025 : enquêtes métier, ouverture plateforme collaborative INTERSTIS réservée aux SGM (134 inscrits au 27 mars 2025) et planification de webinaires.

## mission

- ❖ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents
- ❖ Vérifier la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé des agents
- ❖ Préconiser si nécessaire des aménagements afin de permettre le maintien dans l'emploi
- ❖ Conseiller les collectivités et les agents en matière de prévention des risques professionnels

## en 2024

- **243** collectivités adhérentes et services publics (244 en 2023)
- **14 727** agents suivis (14 775 en 2023)
- **1 873** visites assurées par les médecins de prévention (1887 en 2023)  
dont **81 %** de visites occasionnelles (91 % en 2023)
- **3 721** visites assurées par les infirmiers en santé au travail (3102 en 2023)
- **12** sensibilisations inter-collectivités sur la prévention des risques professionnels
  - Par les **4** équipes pluridisciplinaires du département
  - **285** agents, encadrants, élus présents
  - Thèmes : Rôles et responsabilités de l'encadrement en matière de santé et sécurité au travail dont RPS et épuisement professionnel, TMS chez les ATSEM, pratiques addictives, violences internes et externes,
- **243** employeurs utilisateurs du portail Medtra pour la dématérialisation des échanges

### Équipe



16



80 rapports de maladie professionnelle rédigés pour l'instruction des demandes de reconnaissance au conseil médical (tous tableaux confondus et maladie d'origine professionnelle hors tableau).

## mission

- ❖ Recueillir les signalements des victimes ou témoins de violence, discrimination, harcèlement ou agissements sexistes
- ❖ Orienter les victimes
- ❖ Caractériser les signalements et adresser des préconisations aux employeurs concernés

## en 2024

- 67 paroles d'agents recueillies (46 en 2023)
- 36 situations professionnelles concernées dont 85% émanent d'employeurs de plus de 50 agents
- 4 rapports de synthèse ont été établis en vue d'étayer une enquête administrative de la collectivité

### Les principaux motifs de saisine \*:

- Harcèlement moral et/ou sexuel (67)
- Discrimination (5)
- Violence, agression (3)

\* Une même situation professionnelle peut relever de plusieurs motifs

Équipe



6



85 % des agents ayant effectué un signalement décident de lever la confidentialité, ce qui permet au CDG38 de contacter l'employeur.



# **LES ACTIVITÉS INTERNES**

# BUREAUX ET CONSEILS D'ADMINISTRATION

## *mission*

- ❖ Le Conseil d'Administration constitue l'organe délibérant de l'établissement, il est composé de 33 membres titulaires et 33 suppléants.
- ❖ Le bureau exécutif, réunit, autour du Président, 7 membres du Conseil d'administration en présence du comité de direction.

## *en 2024*

- 6 séances de CA et **58** délibérations adoptées (7 et 59 en 2023)
- 12 réunions de bureau exécutif (15 en 2023)



## Équipe



1



Le contrôle de la CRC engagé en 2023 et qui s'est terminé en 2024 a donné lieu à plusieurs recommandations et délibérations.

## mission

- ❖ Soutenir les services du CDG dans leurs conseils aux collectivités
- ❖ Diffuser et expliquer l'actualité juridique en droit de la fonction publique aux services du CDG et aux collectivités

## en 2024

- **89** demandes d'employeurs (92 en 2023)
- **196** analyses effectuées (191 en 2023)
- Rédaction de **5** notes juridiques à l'issue d'un travail inter-pôles (1 en 2023)
- Gestion d'**1** recours gracieux (idem en 2023)
- Animation de **11** comités éditoriaux, participation à l'élaboration de **11** newsletters en collaboration avec l'assistante de direction, rédaction et diffusion des actus sur le site internet du CDG38 (11 en 2023)
- Passation de **10** marchés et **6** consultations de faible montant (4 et 2 en 2023)
- Suivi de l'actualité juridique et sensibilisation à l'environnement territorial : animation de **12** cafés juridiques et diffusion de **49** panoramas de presse (11 et 50 en 2023)

## Équipe



2



Structuration des modalités de commande publique au sein du CDG38.

## mission

- ❖ Gérer, en lien avec l'exécutif et la direction, la communication print et web, externe et interne
- ❖ Recueillir les besoins des services et les associer dans la mise au point des productions

## en 2024

- ⇒ CONCEPTION/RÉALISATION DE SUPPORTS DE COMMUNICATION
  - Rapport d'activités 2023 (diaporama détaillé pour CA et site + triptyque synthétique imprimé adressé aux employeurs affiliés et mis en ligne sur notre site)
  - Conception et envoi de la newsletter du CDG38 tous les mois (11)
  - Création des plaquettes/affiches pour les services (handijob, livret d'accueil des agents en missions temporaires...)
  - Création du logo sobriété « éco-CDG »
- ⇒ SITE WEB
  - Lancement du nouveau site internet été 2024
- ⇒ ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS
  - 1<sup>ère</sup> Journée départementale des secrétaires généraux de mairie
- ⇒ ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU PERSONNEL
  - 2 AG/an avec en moyenne 70 participants, élaboration du diaporama
- ⇒ PARTICIPATION AU CONGRÈS DES MAIRES DE L'ISÈRE
- ⇒ COMMANDE DE GOODIES ÉCOFRIENDLY (*carnets Journée SGM en matières recyclées*)



Équipe



1



Lancement du site internet en écoconception été 2024.

## mission

- ❖ Assurer l'assistance des matériels et applications
- ❖ Assurer la maintenance évolutive et corrective du matériel et des applications développées par le service
- ❖ Piloter le schéma directeur des systèmes d'information
- ❖ Assurer la sécurité du système d'information du Cdg38

## en 2024

- **972** demandes reçues via l'outil d'assistance informatique (875 en 2023)
- **125** postes (120 en 2023)
- **42** serveurs administrés en interne (37 en 2023)
- **10** serveurs hébergés (gestion du site internet et accès en mode portail aux applications de Gestion des carrières, Médecine préventive etc...)
- **7** copieurs multifonctions et **44** imprimantes (7 et 40 en 2023)
- **19** logiciels métier « externes » et **9** logiciels « internes » (idem en 2023)
- **9** sites distants (l'Antenne Nord-Isère et **8** locaux pour le service de médecine préventive)

### Équipe



4



Poursuite de la mise en œuvre du plan de sécurisation France Relance Cybersécurité.

## mission

- ❖ Gestion intégrée du personnel (paie, carrière, maladie, congés, temps de travail, frais de déplacements, action sociale, ...) des agents titulaires, contractuels et élus de l'établissement, et ceux mis à disposition des collectivités (intérim public)
- ❖ Mise en œuvre des projets RH en interne (formations, conditions et organisations du travail, ...)

## en 2024

- **2381** paies par an (2484 en 2023) qui concernent mensuellement :
  - **101** agents internes, **8** élu(e)s, **2** FMPE (fonctionnaires momentanément privés d'emploi)
  - **39** vacataires (concours et instances médicales)
  - **49** agents mis à disposition via l'intérim public
- **94** agents permanents gérés (93 en 2023)
- **125** agents en mission temporaire (dont 25 en situation de handicap)
- **1116** frais de déplacements traités
- **3** séances du CST (comité social territorial) interne (2 en 2023) + 3 réunions direction/représentants du personnel
- **22** procédures de recrutement (15 en 2023) dont 6 renouvellements de contractuels et 1 mobilité interne

Équipe



5



En 2024, préparation et mise en œuvre de l'agenda social : augmentation du CIA, de l'IFSE, et de la valeur faciale des titres restaurants.

## mission

- ❖ Intervenir pour le compte des besoins propres au CDG38

## en 2024

- **2 472** mandats – hors mandats d'annulation (2 299 en 2023)
- **3 232** titres de recettes (2 710 en 2023)
- **4** bâtiments gérés (SMH, villas, ANI, Echirolles), **7** centres fixes dédiés à la santé sécurité au travail, aménagés et gérés en partenariat avec les collectivités territoriales :

*Crolles, Les Abrets-en-Dauphiné, Monestier-de-Clermont, Saint-Égrève, Saint-Marcellin, Villefontaine, Ville-sous-Anjou.*

- **163** demandes d'intervention reçues via l'outil GLPI (utilisé depuis fin octobre 2023)
- **28** véhicules suivis pour **257 000 km** parcourus (210 000 en 2023)

Équipe



6



Projet de travaux d'amélioration énergétiques au siège du CDG38 en 2025.



# CDG 38

CENTRE DE GESTION DE L'ISÈRE  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



**CDG 38**

# ***FIN***